

De Paris, à l'aube du mardi 23 octobre 1951.
Lettre n° 1,969

Monsieur,

Quand des enfants commettent une bêtise et que la mère demande qui est coupable, elle s'entend répondre que c'est le chat.

Le gouvernement a augmenté le prix de l'essence. Tous les intéressés sont furieux. Une interpellation est déjà annoncée : celle de Peytel, et le bruit commence à courir que ce sont les Américains qui ont exigé de Mayer et Pleven qu'ils prissent cette mesure. Il s'agit, prétend-on, de pallier les insuffisances de ressources en pétrole provoquées par l'affaire d'Iran et de contraindre ainsi la France à opérer par les prix un rationnement qui, autrement, serait difficile à établir.

Il est possible que ce soit exact, mais il est plus probable que ce ne l'est pas. Il faut reconnaître que les accusateurs des Etats-Unis ont accompli un effort d'imagination pour expliquer le comportement des présumés coupables. Il n'empêche que l'histoire ressemble trop à celle du chat pour que nous ne restions point sceptiques. En tout cas, Peytel le reste et se promet une belle intervention à la rentrée. La décision a été prise à l'improviste et les ministres n'auraient pas tous été mis au courant. Peytel n'interpellera d'ailleurs pas sur le plan juridique, car, de ce point de vue, le décret est inattaquable. Au moins dans ses effets jusqu'à la fin de l'année, car la loi dont il se réclame n'est valable que pour 1951. Si le gouvernement veut reconduire le nouveau prix en 1952, il lui faudra consulter le Parlement. Vous savez que la mesure, qui rapportera 7 milliards jusqu'au 31 décembre, doit en procurer une quarantaine pour l'année entière. En somme, la méthode employée n'est pas si bête qu'elle fait d'une pierre deux coups, en bouchant un trou pour 1951 et en procurant 40 milliards pour l'année prochaine. Car il sera plus facile d'obtenir du Parlement qu'il reconduise une charge à laquelle les usagers seront déjà habitués que de lui faire accepter une nouvelle aggravation fiscale.

Il est évident que, dans cette affaire, René Mayer ne se fait pas que des amis et quand René Pleven disait dimanche que gouverner, ce n'était pas plaisir, il devait surtout parler pour son ministre des Finances. Ce dernier était déjà l'objet de la rancune des producteurs de lait, dont le président lui a fait tenir une lettre qui ne manque pas de rappeler l'opération des billets de 5,000 et qui aurait pu gagner à être moins insolente, mais qui, comme elle est, constitue pour l'avenir politique de René Mayer une hypothèque difficile à lever, dans la mesure où le groupe paysan tient compte de l'opinion des associations professionnelles agricoles.

Ce n'est certes pas un point de vue à dédaigner, à une époque où les commentateurs politiques donnent peu de temps à vivre au cabinet de René Pleven. Ils estiment, en effet, que son appel aux socialistes ne peut pas être entendu. Il leur a concédé beaucoup dans sa déclaration de dimanche, mais il s'est montré intransigeant sur la question essentielle : celle de l'échelle mobile. On serait tenté de dire que c'est du courage. Ceux qui le connaissent bien prétendent que c'est une maladresse et qu'il aurait pu s'en tirer en étant moins formel, alors qu'il a cru avoir donné assez de gages par ailleurs pour se permettre de ne pas donner celui-là. Tout cela n'empêche que l'intéressé espère tenir et qu'il fera tout pour cela.

- 2 - n° 1.969

Il est de fait que l'on parle trop de combinaisons diverses pour qu'aucune d'elles ait la certitude d'aboutir. Certains milieux extra-parlementaires, et non des moins influents, comptent beaucoup sur un ralliement R.P.F. pour la constitution d'un gouvernement sans socialistes. Encore faudrait-il que le congrès radical n'y mit point obstacle. Paul Reynaud serait tout disposé à faire l'opération. Ce qui ne signifie pas que ses promoteurs l'agrément. Quant à de Gaulle, il reste muet et il m'étonnerait fort, d'une part, qu'il autorisât le R.P.F. à collaborer, d'autre part --et dans le cas où il donnerait cette autorisation-- qu'il acceptât Paul Reynaud pour chef de file.

Je passe sous silence les espoirs insensés de ceux qui comptent sur une scission socialiste, à gauche, et sur une scission R.P.F., à droite, pour constituer un gouvernement centriste. Les socialistes savent parfaitement qu'ils n'auraient rien à y gagner. Quant au R.P.F., il ne serait abandonné par quelques-uns de ses membres que pour cause de portefeuilles, et cela ne saurait aller bien loin. Alors, il ne reste plus que les combinaisons personnelles et l'une d'elles, dont on n'a pas encore parlé à ma connaissance --alors que les autres alimentent toutes les conversations-- serait celle établie sur les épaules de Duchet. Je sais bien que d'aucuns les estiment trop frêles, mais cela ne paraît pas être l'avis de Vincent Auriol, qui s'est découvert une grande sympathie pour ce leader des indépendants. Attendons, car, à tout bien peser, Plevon n'est pas encore mort (politiquement s'entend) et ce sont les héritages les plus convoités qui, souvent, tardent le plus à échoir.

Duchet va cependant jouer très bientôt les vedettes sur la scène parlementaire. Dans un rôle peu sympathique, mais qu'il est bien contraint d'accepter, car le budget des P.T.T. va passer devant la commission des Finances et les commissaires entendent obtenir quelques éclaircissements sur des points qui leur paraissent obscurs. Ils demandent comment les recettes de 1952 seront en plus-value de 13 milliards 799 millions sur celles de 1951 et l'explication qui leur en est donnée : "compte tenu des aménagements et réaménagements des taxes et tarifs intervenus et de l'évolution du trafic", leur paraît grosse de menace. Ces aménagements, ne seraient-ce point des hausses ? Et ces hausses, intervenues au moment du vote définitif du budget, ne seraient-elles pas actuellement à intervenir ? Vous avouerez qu'il y a de quoi s'inquiéter. A vrai dire, c'est un peu faire l'âne pour avoir du son, car chacun sait que la hausse des tarifs postaux est, d'ores et déjà, décidée. Ce que quémangent les commissaires n'est donc qu'une confirmation. Peut-être aussi la révélation des nouveaux tarifs. En tout cas, je suis certain que vous apprendrez avec joie que le budget des P.T.T., établi pour 1951 avec un excédent de recettes de 417 millions sur les dépenses, le sera, pour 1952, avec un excédent de 4 milliards 092 millions. Cela vaut bien la peine de payer le timbre et la communication téléphonique un peu plus cher.

Ces quelques sordides questions de hausse étant exposées, j'ai le regret de constater que je n'ai rien de plus à dire qui soit du domaine de la politique intérieure, sinon que le congrès radical va bientôt ouvrir ses portes, que nous assisterons à un nouveau match entre les deux Edouard, que les motions finales ne refléteront qu'imparfaitement l'atmosphère des débats, que les rapports seront développés par Emile Roche, pour la politique générale; Berthoin, pour la politique économique et financière; Jules Julien, pour l'artisanat; Mme Patenôtre, pour la reconstruction; Devinat, pour la politique extérieure, l'Union française et la défense nationale, et Masson pour la politique agricole. On m'affirme que, dans son rapport, Emile Roche se prononcera contre la loi Barangé, qu'il critiquera les socialistes, réclamera une réforme des

- 3 - n° 1.969

institutions, et notamment le retour au système de la délégation des pouvoirs. Mais la nouvelle essentielle de la journée est venue de Londres, sous la forme d'une déclaration d'Hervé-Alphand, selon laquelle le groupe atlantique, réuni pour étudier la formation d'une armée européenne, s'était prononcé en faveur d'un budget de défense européenne commun. Ne serait-ce point là une raison --sinon la raison-- de l'abandon par le gouvernement de son intention de procéder, dans les jours prochains, à une dévaluation ? Simple hypothèse, mais qui en vaut d'autres.

Dans le domaine international, la journée d'hier n'a pas réservé de surprise. Le gouvernement du Cairo émet les protestations rituelles. Celui de Téhéran se préoccupe d'un accord de troc et d'un accord commercial avec l'U.R.S.S. Celui de Washington donne à Mossadegh toutes facilités pour monter l'opinion publique américaine contre Londres. Celui de Londres prépare les élections, imminentes. Au Vatican, on accueille avec plaisir, mais sans considérer comme un fait accompli, la nomination du général Clark. A l'époque du voyage de Mgr. Montini aux Etats-Unis (ma lettre 1.941), je vous ai annoncé cette reprise des relations diplomatiques entre Washington et le Vatican. Il est vrai que je vous ai donné à entendre que Myron Taylor pourrait reprendre son poste. Je vous ai même signalé qu'il s'était converti au catholicisme et je croyais pouvoir en déduire que cette conversion faciliterait sa nomination. Peut-être l'a-t-elle, au contraire, empêchée, car c'eût été indisposer encore plus les milieux protestants. Mais je vous ai également écrit que la sympathie ne régnait pas entre lui et les Jésuites, que le R.P. Janssens ne l'aurait pas vu avec faveur revenir à Rome. Or, pour une fois, les commentateurs américains et russes sont d'accord : l'une des raisons de la nomination d'un ambassadeur des Etats-Unis auprès du Vatican est que celui-ci est un magnifique centre d'écoute. Un centre d'écoute dont les antennes extérieures sont souvent des Jésuites qui ont conservé des contacts derrière le "rideau de fer". Ce que le Pentagone sait parfaitement et que Bedell Smith a eu l'occasion d'apprécier, lorsqu'il était ambassadeur à Moscou. Cela aussi je vous l'ai écrit. Il valait donc mieux que le représentant américain au Vatican fût un autre que Taylor. Il valait même mieux que ce fût un militaire.

paul dehème

E N V R A C et E N B R E F

L'essence.- Durant les huit premiers mois de 1951, la consommation d'essence a baissé de 1,2 %, tandis que celle du supercarburant augmentait de 13,71 %; mais cette progression de la vente du supercarburant est attribuée surtout au tourisme étranger qui, évidemment, se résorbera pendant l'hiver.

L'automobile.- Peytel estime que la récente augmentation de 13 % a fait rayer 50 % des commandes chez les constructeurs et que la hausse du prix de l'essence aura une influence dans le même sens. Ce qui n'arrangera pas les affaires de l'industrie automobile française, déjà trop chère en général.

La messe pour le maréchal Pétain se déroulera à Notre-Dame le 27 octobre. Les menaces de manifestations proférées par "l'Humanité" tendent surtout à faire interdire la cérémonie, sous prétexte de trouble de l'ordre public. Il est probable que Brune ne prononcera pas l'interdiction. Au contraire, un service d'ordre important protégerait la cathédrale.

L'Association "Pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain" est fondée. La déclaration paraîtra au J.O. dans quelques jours. Le Bureau comprendra notamment : le général Hering (président), Lefebvre du Prey, l'amiral Fernot, Dominique Girard, Pierre Henry, Tracou, Isorni Lemaire, etc...

Le monde des pilotes militaires apprend avec émotion que la commission instituée par Montel, pour étudier les causes de l'accident mortel de Dijon, va conclure à la responsabilité du pilote Auphan. Or, Auphan, qui aurait pu user du parachute, a tenté de sauver son appareil en résistant à sa commande jusqu'au bout. La victime, non seulement ne bénéficie d'aucun hommage, mais encore subirait une sorte de blâme posthume. Le fait qu'Auphan, neveu de l'amiral, était de sentiments monarchistes ne fait qu'ajouter aux complications apparentes de la question.

La S.N.C.F. étudierait actuellement avec les services compétents du ministère des Finances le lancement d'un emprunt à lots (vraisemblablement courant décembre). L'originalité de cet emprunt serait constituée par les lots consistant en des voyages gratuits sur le réseau de la S.N.C.F.

Libération des échanges.- Les gouvernements belge et luxembourgeois ont fait parvenir à l'O.E.C.E. deux listes de marchandises qu'ils proposent de faire figurer sur la prochaine liste commune de libération des échanges. La première comprend des produits que l'U.E.B.L. n'a pas encore libérés, mais qu'elle est prête à libérer si les autres pays membres de l'O.E.C.E. prenaient la même mesure sur ces produits. La seconde comprend des produits déjà libérés que les gouvernements belge et luxembourgeois souhaiteraient voir figurer dans la prochaine liste commune. Je tiens ces deux listes à votre disposition.

Acier.- Le Conseil de l'O.E.C.E. ayant demandé, en juillet dernier, au Comité Economique de l'Organisation d'examiner la conjoncture de l'acier, notamment en ce qui concernait les perspectives d'évolution relative de l'offre et de la demande et le problème de l'approvisionnement en coke, le Secrétariat a établi sur ces données un rapport actuellement soumis au Comité Economique et que je tiens à votre disposition.

Tôles magnétiques.- L'approvisionnement en tôles magnétiques à faible perte étant difficile, l'O.E.C.E. a demandé à ses pays membres de signaler leurs besoins pour le second semestre 1951. Les réponses ont été récapitulées dans un tableau que je tiens à votre disposition.

-:-:-

LE PLAN SCHUMAN VU DE LA SUISSE

A l'heure où il est l'objet de nouvelles attaques en France et en Belgique, des milieux bancaires suisses ont établi une étude sur le plan Schuman. Cette étude débute par le texte complet du traité du 18 avril 1951; puis viennent les conclusions que je reproduis ci-dessous. Il est intéressant de savoir que l'un des hommes ayant présidé à son élaboration est le professeur Baade, directeur du Weltwirtschaft Institut de Kiel, qui est l'auteur d'une doctrine d'après laquelle la Ruhr est, sur le plan géographique, le centre rationnel autour duquel toute la production de base de l'Europe unie doit se reclasser, investissements et matières premières devant donc obligatoirement lui être attribués en priorité.

Une fois la période de transition surmontée, le principal bénéficiaire du nouveau régime sera le consommateur de charbon et d'acier, en particulier celui qui est domicilié dans un des pays membres de la communauté. Si le traité est appliqué, l'acheteur, non seulement n'aura pas à payer des prix renchériss par des ententes ou par des droits de douane, mais il jouira encore des avantages résultant du fait que, seuls, les produits dont le prix de revient est comparativement faible seront offerts sur le marché. L'élimination successive des entreprises non rentables améliorera, d'autre part, la position de l'industrie sidérurgique de l'Europe occidentale vis-à-vis de la concurrence britannique et américaine.

Selon les critiques émanant de quelques milieux libéraux, les pouvoirs accordés à la Haute-Assemblée, en matière de prix et de contrôle du marché, constituent, sur le plan européen, un dirigisme inadmissible. Certains milieux d'un autre bord estiment, par contre, que ces mêmes compétences sont de nature à favoriser l'établissement d'un cartel supranational du charbon et de l'acier, auquel ils s'opposent. Pourtant, ni le texte ni l'esprit du traité ne permettent une interprétation aussi étroite du plan Schuman. Au contraire, il est expressément spécifié que la Haute-Assemblée ne doit intervenir qu'en cas de nécessité absolue, en laissant la plus large initiative aux entreprises et que tout accord ou toute pratique concertée, tendant à fixer les prix, contrôler la production et restreindre les marchés sont interdits. Toutefois, ces dispositions, qui auront pour effet de dissoudre les cartels existants, n'élèvent rien à la constatation que la voie choisie pour réaliser l'intégration de l'économie européenne n'est pas celle d'un rétablissement du libre jeu de la concurrence privée, mais bien celle d'un accord permettant de contrôler environ 50 % de la production européenne du charbon et 70 % de celle de l'acier. En outre, le danger d'une interprétation tendancieuse du traité existe, comme cela est d'ailleurs toujours le cas pour les lois. L'esprit dans lequel les dispositions du plan Schuman seront appliquées dépendra donc, avant tout, du choix des personnalités chargées de son exécution.

Examinons encore quelles pourraient être, pour les pays non membres, les conséquences du contrôle du marché du charbon et de l'acier par la communauté. Cette question intéresse tout particulièrement la Suisse et les pays qui, comme elle, ayant des intérêts liés aux nôtres, sont importateurs de ces produits. Lorsque l'offre sera suffisamment abondante, on pourra se procurer le charbon et l'acier facilement aux prix mondiaux, aussi bien auprès de la communauté que dans d'autres pays. En cas de surproduction, il est apparent que lesdits pays auront avantage à s'approvisionner auprès des pays non membres de la communauté, car on peut prévoir, sans risque de se tromper, que la Haute-Assemblée fera alors usage de son droit de restreindre les importations, afin de préserver les producteurs des pays membres de la pénible nécessité pour eux d'abaisser leurs prix au niveau de ceux du marché mondial.

.....

(Le Plan Schuman vu de la Suisse - 2 -)

Mais quelle serait la situation, au cas où il y aurait pénurie générale de charbon et d'acier, pour les pays non membres ? Elle serait très défavorable. Dans des circonstances pareilles à celles des jours actuels, la Haute-Autriche pourra restreindre les exportations et chercher à combattre la hausse des prix, à l'intérieur de la communauté, en éliminant du marché les acheteurs des pays non membres. Une telle mesure aurait naturellement pour effet de rendre étroit le marché libre et la Suisse et d'autres pays liés à nous, qui devraient s'y approvisionner, se verraient dans l'obligation de devoir payer des prix surfaits. Cela aurait de graves répercussions sur notre industrie métallurgique qui se trouverait désavantagée vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Mais le préjudice que risque de subir la Suisse et les Etats non membres autorise-t-il à condamner le plan Schuman ? Il faut reconnaître que la protection du marché intérieur par des restrictions d'exportations n'a pas été inventée par les auteurs du traité, car c'est là une méthode employée en cas de pénurie de beaucoup d'autres produits. Elle détermine finalement un tort dont souffrent considérablement les industries des pays pauvres en matières premières, comme le cas est actuel, du fait des contingentements par les U.S.A. des exportations des divers produits. Il faut donc laisser ouverte la question de savoir si, en trouvant une formule "ad hoc" de contact avec le plan Schuman s'adaptant à son cas précis, la Suisse aurait la possibilité d'éviter les désavantages pouvant résulter pour son approvisionnement en charbon et en acier de sa non participation. Donc, pour chaque pays non membre la question est une question d'espèce, strictement personnelle.

Le sort du Plan se décidera les prochains mois, au cours des débats destinés à sa ratification. L'opposition fait état, en différents pays, d'arguments souvent en contradiction. Chacun est persuadé que les salaires sont plus élevés chez lui que chez le voisin, que sa technique est plus mauvaise, ses prix de revient plus élevés et que c'est l'autre seul qui bénéficiera de l'unification du marché. En chaque pays, des groupements, par voie de conséquence, craignent d'être supplantés par la concurrence d'un autre pays membre. Cette crainte ne paraît pas justifiée, sauf pour la Belgique où, du fait de son adhésion au Plan, certains charbonnages non rentables seront éliminés progressivement; mais des mesures spéciales ont été décidées au profit de la production charbonnière belge. Le plus grave, dans la dispute interne des Etats possiblement membres du plan Schuman, ce sont les querelles à base d'arguments nationalistes. Par exemple, les milieux allemands accusent le plan Schuman de livrer la Ruhr à la France. Les adversaires français du Plan l'accusent de livrer les territoires européens et d'outre-mer à l'invasion des produits métallurgiques allemands.

La décision des parlements tranchera le débat. Sera-t-elle influencée par des vues étroites et des arguments mal fondés, ou bien se révélera-t-elle politiquement et économiquement constructive ? Va-t-on vers l'intégration européenne ou bien le Plan est-il condamné à attendre (comme ceux envisageant la création d'institutions analogues pour le transport, l'électricité, l'agriculture, etc...) longtemps sa réalisation ?

En tout cas, nous tenons à le souligner encore une fois objectivement, la réalisation du Plan ne sera pas avantageuse pour la Suisse et les pays non membres liés à nos intérêts.

--:--:--